

**APPEL DE LA CA DU SNESUP DU 07 OCTOBRE 2011**

La rentrée universitaire s'est déroulée dans des conditions déplorables, dans un contexte marqué par l'enfoncement dans une crise sociétale profonde, qui ne peut qu'être aggravée par les politiques mises en œuvre en Europe et notamment en France. Le climat est alourdi par la multiplication des scandales et des affaires. Le changement de majorité au Sénat est révélateur de l'échec de la politique du chef de l'Etat et de son gouvernement. La réussite des mobilisations dans l'éducation le 27 septembre, en proie pour la quatrième année consécutive à des suppressions massives d'emplois (près de 70000 en 4 ans) dues aux politiques gouvernementales d'emploi public et en particulier au dogme de la RGPP, marque une étape dans les nécessaires actions à engager pour imposer une tout autre politique scientifique et éducative pour le pays. En grande partie responsable avec l'Allemagne de l'inféodation de l'Europe aux injonctions des marchés financiers et des agences de notation, Nicolas Sarkozy, contesté de toutes parts, cherche à faire valoir son piètre bilan.

**FACADE EN TROMPE L'OEIL...**

Dans la présentation alléchante de ce bilan, le Président range au premier rang les ravages qu'il a infligés à l'enseignement supérieur et à la recherche. C'est notamment ce qu'il s'est échiné à faire lors du colloque organisé par l'institut Montaigne, allant jusqu'à faire l'impasse sur l'échec, devenu patent, de la contre-réforme de la formation des enseignants. Tantôt donneur de leçons, tantôt narquois, il s'est livré à une réécriture panégyrique et fallacieuse du calvaire vécu dans les établissements et les laboratoires. Cette intervention, devant une assistance conquise, n'est pas sans rappeler le discours de lancement de la SNRI le 22 janvier 2009, qui a contribué à déclencher le soulèvement universitaire du 1<sup>er</sup> semestre 2009, auquel aucune réelle réponse n'a été apportée (abrogation de la loi LRU, du pacte pour la recherche et du décret statutaire « enseignant-chercheur » modifié ; retrait de la réforme de la formation des maîtres ; création d'emplois publics, garantie des libertés scientifiques et pédagogiques ; revitalisation de la recherche...). Plus grave, en plein scrutin pour le renouvellement du CNU, l'AERES cherche à exercer un pilotage de son fonctionnement, accroissant les pressions sur les universitaires et leur liberté de recherche.

Dans une conjoncture économique en panne, la présentation trompeuse du projet de budget 2012 de l'enseignement supérieur et de la recherche, marqué par l'austérité, ne saurait faire prendre au sérieux l'affirmation du Ministre prétendant que « l'enseignement supérieur et la recherche restent prioritaires ». Pour maquiller un projet en recul inédit (- 0,7 % en pouvoir d'achat), le gouvernement mélange les crédits de paiement, l'augmentation prévisionnelle du CIR aux effets d'aubaine critiqués de tous côtés, et les intérêts modestes des placements opérés dans le cadre de l'opération Campus et des autres financements extra budgétaires (Grand Emprunt...) qui échappent au contrôle du parlement et aux calculs du déficit public.

**UN DESENGAGEMENT AUX EFFETS REELS IMMEDIATS...**

Nul n'est dupe de la supercherie. La grande majorité des enseignants du supérieur est toujours en attente de revalorisation salariale et de conditions de travail améliorées. Ce budget confirme une fois de plus le désengagement de l'Etat. Il arrive à un moment où Laurent Wauquiez, vantant un dispositif global (pacte pour la recherche, loi LRU, grand emprunt, "nouvelle licence"...), devant le MEDEF, lance une nouvelle offensive contre le service public en appelant à l'investissement du secteur privé. Dans le même temps, la CPU pose les bases d'une réflexion sur la mise à contribution des étudiants au financement de l'enseignement supérieur. Les établissements vont être mis en difficulté pour bâtir leurs

budgets initiaux et contraints de faire des coupes drastiques dans les dépenses.

Sous couvert d'autonomie et de "bonne gestion", le sacrifice de pans entiers de formations et de recherche est accéléré par la réduction autoritaire du nombre d'établissements d'enseignement supérieur contraints de "resserrer leur gouvernance" pour concourir aux IDEX (fusion ou regroupement sous forme de grands établissements dérogatoires, disparition d'antennes de proximité ou d'IUFM...). Cette situation risque d'avoir pour corollaire la diminution de volumes horaires d'enseignement, le licenciement de contractuels précaires, la mise de collègues en sous service, le gel préventif d'emplois faute notamment de garantie sur le financement du GVT, l'accroissement de la souffrance au travail... Le SNESUP organise la collecte des informations venant des établissements pour en faire un bilan.

Dans ce contexte d'une rare violence à l'égard du milieu universitaire, de ses libertés, des fondements du service public d'ESR, Le SNESUP appelle à une rupture avec les politiques menées depuis une dizaine d'années contre le service public d'ESR qui passe notamment par l'abrogation de la loi LRU, du pacte pour la recherche...

Dans l'immédiat, le SNESUP :

- exige les moyens (humains et financiers) dont le service public d'ESR a besoin pour mener à bien ses missions et une revalorisation des salaires ;
- appelle en particulier à ne pas céder sur les moyens dont doivent disposer les formations universitaires : la pédagogie ne doit pas être la variable d'ajustement de budgets paupérisés ;
- rejette le statut dérogatoire des "Grands Établissements", qui place les établissements en marge des universités, rend possible l'augmentation des frais d'inscription et la sélection à l'entrée dès le L1 ;
- rappelle, outre son opposition aux heures complémentaires, qu'aucun enseignant-chercheur ou enseignant du supérieur en sous service n'a à rattraper les années suivantes les heures que l'établissement n'est pas en capacité de lui attribuer ;
- exige qu'aucun contractuel ne fasse l'objet d'éviction.

**MOBILISONS-NOUS, MAINTENANT !**

Le SNESUP :

- appelle à signer et faire signer massivement la pétition : "Recherche et enseignement supérieur : non au dégraissage avant titularisation !" (<http://www.precarite-esr.org/nonaudegraissage>) ;
- appelle à organiser des AG pour informer et débattre avec les personnels de la situation dans l'ESR des actions ;
- appelle à multiplier les réunions publiques d'interpellation des partis politiques pour une tout autre politique et à y faire entendre les propositions du SNESUP ;
- appelle à voter et faire voter pour les listes présentées ou soutenues par le SNESUP (CNU, CT, CAPA, CAPN...).

**Le SNESUP appelle à faire grève et à manifester le mardi 11 octobre, dans le cadre de l'action interprofessionnelle, "pour le service public d'ESR : les libertés scientifiques et pédagogiques, les emplois et les salaires, la formations et la recherche, la titularisation de tous les précaires".**

Motion adoptée par 22 pour, 1 contre, 6 abstentions et 3 NPPV